



UNIVERSITÉ DE NANTES

Marché Public de Prestations Intellectuelles

RÈGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Objet du Marché : Mission d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage pour des opérations en conception-réalisation ou marché global de performance pour l'Université de Nantes (3 lots)

N° de procédure : 20074AOOS

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES :

Le mardi 02 février 2021 avant 13H00

Appel d'offres ouvert

en application des articles R2124-1 et 2, R2161-2 à 5 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur : Université de Nantes

1, quai de Tourville - BP 13522
44035 NANTES

Chargé d'opération : Direction du Patrimoine Immobilier et de la Logistique (DPIL)

SOMMAIRE

Article I. Présentation du pouvoir adjudicateur	4
Article II. Objet de la consultation	5
Article 2.01 Objet du marché.....	5
Article 2.02 Nomenclature CPV	5
Article 2.03 Étendue de la consultation.....	5
Article 2.04 Forme du prix	5
Article 2.05 Durée du marché	5
Article 2.06 Délais d'exécution	6
Article 2.07 Prestations similaires.....	6
Article III. Conditions de la consultation.....	6
Article 3.01 Allotissement.....	6
Article 3.02 Décomposition en phases	6
Article 3.03 Variantes.....	7
(1) Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (variante exigée)	7
(2) Variantes à l'initiative du soumissionnaire (variante autorisée).....	7
Article 3.04 Délai de validité des offres	7
Article 3.05 Clause de financement	7
Article IV. Information des soumissionnaires.....	7
Article 4.01 Dossier de consultation des entreprises	7
Article 4.02 Modalités de retrait et de consultation des documents.....	8
Article 4.03 Visite des lieux	8
Article 4.04 Questions et renseignements complémentaires	8
Article 4.05 Modifications de détail des documents de la consultation	9
Article 4.06 Langue	9
Article 4.07 Unité monétaire	9
Article V. Modalités d'admission des candidatures	9
Article 5.01 Présentation de candidature	10
Article 5.02 Présentation de candidature sous forme de DUME.....	10
Article VI. Modalités d'admission des offres.....	11
Article 6.01 Présentation des offres	11
Article 6.02 Sous-traitance.....	12
Article VII. Modalités de remise des plis	12

Article 7.01	Adresse de remise des plis	12
Article 7.02	Délais de la consultation.....	13
Article VIII. Jugement des propositions		14
Article 8.01	Examen des candidatures.....	14
Article 8.02	Examen des offres	14
(1)	Critères d'attribution	14
(2)	Cohérence de l'offre	15
Article 8.03	Limitation du nombre de lots attribués à un même candidat	15
Article IX. Attribution du marché		16
Article 9.01	Pièces à produire par le(s) soumissionnaire(s) au(x)quel(s) il est envisagé d'attribuer le marché	16
Article 9.02	Signature du marché	17
Article X. Recours et litiges		17

Seul le dépôt d'une offre par voie électronique est autorisé.

Si une offre est déposée uniquement sur support physique, elle sera renvoyée à son auteur sans avoir été ouverte.

Les candidats déposeront leur offre par voie électronique via le site internet disponible à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article I. Présentation du pouvoir adjudicateur

Le maître de l'ouvrage est l'Université de Nantes - Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel soumis aux dispositions du Code de la commande publique, et désignée ci-après sous le terme de pouvoir adjudicateur.

Pouvoir Adjudicateur :

Université de Nantes

Représentée par Madame la Présidente de l'Université de Nantes, autorité compétente pour signer le marché.

1 quai de Tourville - BP 13522 - 44 035 Nantes Cedex 1

Site internet : <http://www.univ-nantes.fr>

Article II. Objet de la consultation

Article 2.01 Objet du marché

La présente consultation est organisée en vue de l'attribution d'un marché ayant pour objet :

Mission d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage pour des opérations en conception-réalisation et en marché global de performances pour l'Université de Nantes

Nature du besoin : Il s'agit d'assister l'Université de Nantes, maître d'ouvrage, sur 3 opérations réparties en 3 lots qui ont été sélectionnées dans le cadre du Plan de relance de l'Etat pour la rénovation énergétique des bâtiments.

Article 2.02 Nomenclature CPV

Nomenclature CPV :

- **71356200-0** : Services d'assistance technique
- **79311000-7** : Services d'études

Article 2.03 Étendue de la consultation

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure formalisée en application des articles L.2124-1 et 2, R.2124-1 et 2 puis R.2161-2 à 5 du Code de la commande publique.

En l'espèce, la procédure mise en œuvre est une procédure formalisée de type ouverte.

La présente consultation est une consultation initiale.

Article 2.04 Forme du prix

Les prestations sont traitées à prix mixtes.

Chaque phase décrite au CCTP sera traitée par l'application d'un prix global forfaitaire. En fonction des besoins identifiés en cours de réalisation du marché pour la bonne exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur pourra solliciter ponctuellement le titulaire pour un accompagnement complémentaire sur chacune des phases. Cet accompagnement complémentaire sera réglé, par application aux quantités exécutées, du prix unitaire de ½ journée ou journée supplémentaire d'accompagnement indiqué dans l'acte d'engagement. Ces prestations complémentaires d'accompagnement ne pourront excéder un montant global de 5 000 € HT sur toute la durée du marché.

Article 2.05 Durée du marché

Pour les lots n° 1 et 3, les prestations de l'ATMO débutent à compter de la date de notification du présent marché public, et s'achèvent à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Pour le lot n° 2, les missions de l'ATMO s'achèvent 5 années après la date de réception du chantier.

A titre indicatif, le planning de chaque opération est détaillé à l'article 1.4 « phasage et calendrier prévisionnel » du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 2.06 Délais d'exécution

Les délais d'exécution de chacune des prestations sont fixés dans l'acte d'engagement, ou, à défaut de précisions par le soumissionnaire, dans le CCAP établi pour le présent marché.

Article 2.07 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés sur le fondement de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article III. Conditions de la consultation

Article 3.01 Allotissement

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la commande publique.

N° du lot	Intitulé du lot
1	Réorganisation des bâtiments 7, 8 et 9 (recherche en biologie) sur le campus Lombarderie en conception-réalisation
2	Installation d'une chaufferie biomasse sur le campus Heinlex à Saint Nazaire en marché global de performance
3	Réfection des toitures, isolation et étanchéité de 4 bâtiments sur le campus de la Roche sur Yon en conception-réalisation

Les candidats sont autorisés à présenter une offre pour un ou plusieurs lots. Toutefois, conformément aux articles L. 2113-10 et R. 2113-1 du Code de la commande publique, compte tenu des contraintes liées à l'obligation de notifier les marchés de travaux financés dans le cadre du plan de relance pour la rénovation énergétique des bâtiments avant le 31 décembre 2021, afin de permettre des interventions simultanées sur l'ensemble du périmètre géographique, et de favoriser l'accès d'une pluralité d'opérateurs économiques aux marchés issus de la présente consultation, chaque candidat ne pourra se voir attribuer plus de deux lots.

Article 3.02 Décomposition en phases

Pour chaque lot, les prestations font l'objet d'une tranche unique, répartie en phases, comme suit :

PHASE 1	Rédaction du Programme Technique détaillé (PTD)
---------	---

PHASE 2	Notification des marchés nécessaires à l'opération.
PHASE 3	Vérification de la cohérence des études du titulaire par rapport aux engagements et objectifs du marché, jusqu'à l'APD par rapport au PTD.
PHASE 4	Suivi de l'exécution des travaux du marché en conception-réalisation ou marché global de performance.
PHASE 5	Contrôle et garantie de l'atteinte des objectifs pour le marché global de performance

Chaque phase est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3.03 **Variantes**

(1) Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (variante exigée)

Le présent marché ne présente pas de variantes exigées.

(2) Variantes à l'initiative du soumissionnaire (variante autorisée)

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

Si le candidat propose une variante elle ne sera pas analysée, seule son offre de base prise en compte.

Article 3.04 **Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est fixé à CENT CINQUANTE JOURS (150) à compter de la date limite de remise des offres.

Article 3.05 **Clause de financement**

Les prestations objets du présent marché public seront financées par :

- Subventions de l'État

Article IV. Information des soumissionnaires

Article 4.01 **Dossier de consultation des entreprises**

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation
- Acte d'engagement et ses annexes :
 - Annexe 1 : Cadre de décomposition du prix et de répartition de la rémunération par élément de mission et par cotraitant.
 - Annexe 2 : Demande d'acceptation de sous-traitant
 - Annexe 3 : Modèle de déclaration sur l'honneur
 - Annexe 4 : Ordre de priorité des lots
 - Annexe 5 : Décomposition de l'équipe

- Annexe 6 : Certificat de visite du site ou des locaux
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) détaillé
- Le bordereau de temps passé par phase et cotraitant le cas échéant

Article 4.02 **Modalités de retrait et de consultation des documents**

Le dossier de consultation des entreprises peut être consulté et téléchargé sur la plate-forme de dématérialisation à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le dossier est remis gratuitement.

Article 4.03 **Visite des lieux**

Chaque candidat devra se rendre obligatoirement sur site (sauf pour le lot 3), préalablement à la remise de l'offre, afin de reconnaître les lieux ou les locaux où les prestations doivent se dérouler.

A cette fin, les candidats devront s'adresser exclusivement par mail à Aurélie VANDERESSE (aurelie.vanderesse@univ-nantes.fr) qui facilitera l'accès au site concerné et indiqueront dans l'objet :

Procédure 20074AOOS - ATMO/Lot n°xx – demande de visite – entreprise xxx

Pour le lot 1 : Réorganisation des bâtiments 7, 8 et 9 (recherche en biologie)

Les dates proposées pour la visite obligatoire sont :

- Mardi 19 Janvier 2021 à 10h00 sur site
- Mercredi 20 Janvier 2021 à 10h00 sur site

L'inscription préalable à la visite est obligatoire également

Pour le lot 2 : Installation d'une chaudière biomasse

Les dates proposées pour la visite obligatoire sont :

- Mardi 19 Janvier 2021 à 13h30 sur site
- Jeudi 21 Janvier à 9h30 sur site

L'inscription préalable à la visite est obligatoire également

Pour le lot 3 : Réfection des toitures, isolation et étanchéité de 4 bâtiments sur le campus de la Roche sur Yon et 1 bâtiment sur le campus de Saint-Nazaire

La visite des sites n'est pas obligatoire, et aucune date n'est proposée.

Article 4.04 **Questions et renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 (sept) jours avant la fin de la consultation, une demande écrite sur la plateforme des marchés publics à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Chaque concurrent sera informé de l'ensemble des questions posées et des réponses données sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

Article 4.05 **Modifications de détail des documents de la consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 (six) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, ce délai étant décompté à partir du jour de la modification des documents de la consultation.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4.06 **Langue**

Les offres doivent être rédigées en langue française, ainsi que tous les documents, pièces et attestations relatifs au marché.

Lorsque les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Il en va de même pour tous les documents, pièces et attestations relatifs au marché.

Si le soumissionnaire présente son offre sous la forme d'un DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 4.07 **Unité monétaire**

L'unité monétaire utilisée est l'euro (€).

Article V. Modalités d'admission des candidatures

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement conjoint ou en groupement solidaire.

➤ **Cotraitance :**

Un mandataire doit être désigné. Dans le cas où l'attributaire est un groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur et garantit l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement. Un même mandataire ne peut être membre de plusieurs groupements.

Un même prestataire peut être membre de plusieurs groupements.

Les candidats qui souhaitent se présenter sous forme de groupement doivent l'indiquer dans le dossier relatif à leur candidature, et fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. De plus, ils devront exposer le rôle et les missions de chacun des membres.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Article 5.01 **Présentation de candidature**

En toute hypothèse, la candidature contiendra les documents et renseignements nécessaires à apprécier l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière et les capacités techniques et professionnelles du candidat.

A ce titre, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Lettre de candidature (formulaire DC1 ou équivalent) dûment complété et daté et, le cas échéant (en cas de groupement), habilitation du mandataire par ses cotraitants.
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement, chacun des membres devant en fournir une (formulaire DC2 ou équivalent) dûment complétée et datée, comprenant notamment les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Une liste de références des principales prestations similaires fournies sur les trois dernières années (pour chaque composante de l'équipe en cas de groupement).
- Pour chaque membre du groupement, une déclaration sur l'honneur (annexe 3 de l'acte d'engagement) justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et des articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique.
- Pour les architectes, il sera nécessaire de fournir un justificatif d'inscription à l'Ordre des Architectes ou certificats de qualification délivrés par les organismes professionnels ou preuve par tous moyens.

Pour information, les formulaires à jour de type DC1, DC2, etc. sont disponibles sur le site internet du ministère de l'économie (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Article 5.02 **Présentation de candidature sous forme de DUME**

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique.

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants.

En toute hypothèse, l'aptitude et les capacités requises feront l'objet de la remise de justificatifs au pouvoir adjudicateur par le soumissionnaire, qu'il participe à titre individuel ou sous forme de groupement, et qu'il ait recours aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités ou non.

Article VI. Modalités d'admission des offres

Article 6.01 Présentation des offres

Chaque soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement**
- **Les annexes adéquates** à l'acte d'engagement dûment complétées.
- **La décomposition du prix global et forfaitaire**
- **Le bordereau de temps passé** par phase et cotraitant le cas échéant
- **Une note méthodologique, et impérativement spécifique à chaque lot**, développant la compréhension du projet et de ses enjeux ainsi que l'organisation de la relation entre le candidat et le maître d'ouvrage.

Devront notamment être abordés :

- La compréhension des attendus fonctionnels et techniques propre à chaque lot : 2 pages format A4 maximum.
- la méthodologie proposée par le candidat pour le suivi de chaque phase de mission en détaillant notamment les relations de l'ATMO avec le maître d'ouvrage et les autres intervenants et les délais d'exécution. Cette méthodologie sera accompagnée d'une extrapolation dans le temps de l'enchaînement des missions, justifiant la bonne compréhension de la démarche de projet et des relations entre les parties prenantes : 5 pages au format A4 maximum.
- -les moyens humains (organigramme de l'équipe dédiée au marché) pour conduire à bien la mission (fournir impérativement les CV détaillés de chaque membre de l'organigramme) : 1 page au format A4 maximum.
- Le planning prévisionnel de l'organisation du temps d'intervention (proposer une décomposition du temps prévisionnel d'intervention par mission et par intervenant) : 1 page au format A3 maximum.



Pour la note méthodologique, le nombre de page maximum est à respecter.

L'absence de l'une des pièces mentionnées ci-dessus rendra l'offre du candidat incomplète, le candidat verra son offre rejetée comme irrégulière.

La signature de chacune des pièces constitutives de l'offre est possible dès le dépôt du pli, mais n'est pas obligatoire. Seul l'attributaire sera tenu de les signer.

NB : Par la seule remise d'un pli, le soumissionnaire confirme son intention de candidater et s'engage à signer l'acte d'engagement ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de consultation. En outre, il s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

Article 6.02 Sous-traitance

L'offre doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Ceux-ci devront compléter les annexes de l'acte d'engagement à leur destination (annexes 2 et 3).

L'offre doit également indiquer les prestations sous-traitées (et leur montant), ainsi que la dénomination des sous-traitants qui les exécuteront à la place du titulaire.

Article VII. Modalités de remise des plis

Article 7.01 Adresse de remise des plis

Il est attendu une réponse par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation sur la page de réponse au présent marché public :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

(N° de référence de la présente procédure figurant en page de garde du présent document)

Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

➤ Contraintes informatiques

Tout document ou support électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le pouvoir adjudicateur sera réputé n'avoir jamais été reçu.

Par ailleurs, afin de limiter la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser que les formats de fichier suivants, seuls acceptés par le pouvoir adjudicateur : « .doc » ou « .docx » ; « .xls » ; « .ppt » ; « .pdf ».

Le fichier contenant tous les documents listés au présent règlement doit être compressé au format « .zip ».

➤ Dispositions relatives à la signature électronique

Lorsque le candidat souhaite signer les documents qu'il envoie, ce qui n'est pas obligatoire au stade de l'offre, les fichiers transmis par voie électronique seront signés par le candidat dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Toutefois, conformément à l'article 10 dudit arrêté, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics demeurent régis par ces dispositions jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature doit respecter le niveau de sécurité autorisé par la plate-forme de dématérialisation.

Le certificat de signature électronique utilisé est sous l'un des formats suivants : XAdES, CAdES ou PAdES.

Le soumissionnaire doit impérativement mentionner le type de certificat utilisé et le moyen ou la méthode à utiliser pour le vérifier. Le certificat électronique doit permettre au pouvoir adjudicateur d'identifier instantanément l'identité de la personne (physique ou morale) pour laquelle il est délivré.

Il est de la responsabilité du candidat de se procurer un certificat électronique afin de signer électroniquement sa candidature et son offre.

ATTENTION : Le pouvoir adjudicateur attire l'attention sur le fait que l'acquisition d'un certificat électronique permettant la signature électronique des fichiers selon les dispositions réglementaires peut prendre plusieurs jours voire plusieurs semaines.

En cas de groupement, les documents seront signés de manière individuelle par chaque membre du groupement, afin que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.

Les documents doivent être signés individuellement électroniquement, la signature d'un dossier « .zip » n'ayant pas valeur réglementaire. La signature électronique ayant même valeur que la signature manuscrite, chaque document doit être signé électroniquement comme il aurait été signé manuellement. Le non-respect de cette règle entraîne l'irrégularité de l'offre et donc son élimination.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

➤ Copie de sauvegarde

Parallèlement à la transmission dématérialisée de leur pli, les candidats disposent de la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde. Celle-ci sera transmise, conservée et ouverte dans le strict respect des dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde – Ne pas ouvrir » (ainsi que les références du marché) et parvenir dans les délais impartis.

La copie de sauvegarde devra être adressée à l'adresse suivante : UNIVERSITE DE NANTES / Direction des Achats / 1, quai de Tourville BP 13522 / 44035 NANTES CEDEX 1.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte et ne remplacera le pli principal que dans l'un des cas suivants :

- La candidature ou l'offre transmise par voie électronique est infectée par un programme informatique malveillant.
- La candidature ou l'offre transmise par voie électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Article 7.02 Délais de la consultation

Les candidats transmettent leur pli impérativement avant les date et heure limites indiquées au présent règlement de la consultation, où ayant fait l'objet d'un avis rectificatif. A défaut, le pli ne sera pas ouvert et sera rejeté.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis. Ce dernier pli devra donc être composé de l'ensemble des éléments exigés du soumissionnaire.

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS :

Le mardi 02 février 2021 avant 13H00

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que le dépôt des offres dématérialisées sur la plateforme doit s'anticiper, cette opération pouvant prendre du temps selon le poids des fichiers et du débit de l'accès à Internet.

Il est rappelé aux soumissionnaires que le pli est réputé accepté lorsque le téléchargement sur la plateforme est terminé dans le délai de remise des offres, et qu'il est réputé non recevable lorsque la fin du téléchargement dépasse ce délai.

Article VIII. Jugement des propositions

Article 8.01 **Examen des candidatures**

Les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes seront éliminés.

Tout candidat faisant l'objet d'une exclusion au sens des articles L.2141-1 à L.2141-5 et des articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique sera exclu.

Article 8.02 **Examen des offres**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser leurs offres dans un délai de cinq jours, sous réserve qu'elles ne soient pas anormalement basses, conformément à l'article R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur fera application des dispositions des articles L.2152-5, L.2152-6, L.2193-8, L.2193-9 et R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique.

(1) Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous et notés sur 100 :

➤ Critère n°1 : Prix (30 points)

L'analyse du prix des prestations s'effectuera sur la base du montant global forfaitaire hors taxes, mentionné dans l'acte d'engagement à l'article « Prix ».

La méthode de jugement du critère « prix » sera la suivante : le candidat présentant l'offre financière la moins-disante obtiendra la note maximale (30) et sera classé premier sur ce critère.

La notation, pour les autres propositions, s'effectuera ensuite selon la formule ci-après :

Note = (prix du candidat le moins disant / prix du candidat) x 30
--

Le nombre de points sera arrondi à 2 décimales et traité de la façon suivante :

- De 0,000 à 0,004 : arrondi au centième inférieur.
Exemple : pour un résultat de 8,252, la note sera fixée à 8,25.
- De 0,005 à 0,009 : arrondi au centième supérieur.
Exemple : pour un résultat de 8,255, la note sera fixée à 8,26.

➤ Critère n°2 : Valeur technique (70 points)

L'appréciation de ce critère sera fondée sur :

- La compréhension des attendus fonctionnels et techniques : 20/70 points
- la méthodologie proposée par le candidat pour le suivi de chaque phase de mission en détaillant notamment les relations de l'ATMO avec le maître d'ouvrage et les autres intervenants et les délais d'exécution : 20/70 points
- les moyens humains pour conduire à bien la mission: 20/70 points
- le planning prévisionnel : 10/70 points

(2) Cohérence de l'offre

En cas de discordance dans une offre, l'indication en lettres, hors TVA, figurant à l'article « Prix » de l'acte prévaudra sur toutes les autres indications.

Lors de l'analyse des offres, pour toutes anomalies, erreurs ou omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire entraînant une augmentation ou une diminution de plus de 20 euros, l'entreprise sera interrogée. En l'absence de réponse ou en cas de refus, l'offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour toute erreur de calcul inférieure à 20 euros, le prix indiqué dans l'acte d'engagement sera considéré comme ferme et définitif.

Des précisions pourront également être demandées au candidat lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée.

Article 8.03 **Limitation du nombre de lots attribués à un même candidat**

Le pouvoir adjudicateur limite à deux (2) le nombre maximal de lots qu'un même candidat peut se voir attribuer.

Un même candidat peut remettre une offre pour plusieurs lots de la consultation (maximum 3). Il indique alors à l'annexe 4 de l'acte d'engagement l'ordre des lots en fonction de ceux qu'il souhaite se voir attribuer en priorité.

Le candidat ne peut pas attribuer le même rang de priorité à plusieurs lots, il doit impérativement classer les lots auxquels il répond par ordre de préférence, le rang 1 correspondant au lot qu'il estime prioritaire.

L'ordre de priorité indiqué par le candidat ne sera pris en compte que si l'analyse des offres conduit à classer l'offre du candidat en première position sur plus de deux (2) lots.

Dans la seule hypothèse où il ne se présente qu'une seule offre appropriée, acceptable et régulière à un lot, celle-ci pourra être acceptée, même au-delà du nombre maximum de lots pouvant être attribués à une seule et même entreprise ou groupement.

Article IX. Attribution du marché

Article 9.01 Pièces à produire par le(s) soumissionnaire(s) au(x)quel(s) il est envisagé d'attribuer le marché

Plateforme e-Attestations.com

Pour le dépôt de ces pièces justificatives énumérées ci-dessus, l'Université de Nantes met à la disposition des titulaires des marchés publics, gratuitement, une plateforme en ligne : e-Attestations.com

Celle-ci permet de sécuriser et simplifier les démarches administratives obligatoires et de lutter contre le travail dissimulé.

L'utilisation de cette plateforme est impérative

Les entreprises attributaires de marchés doivent déposer - gratuitement - sur la plateforme, les documents suivants :

- Tous les 6 mois :

- Attestation sociale « vigilance » à jour (Urssaf ou autre) : à télécharger en ligne sur leur site ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et participant à la réalisation des travaux ou à la fourniture de services, objet du contrat. Cette liste devra être mise à jour sur le site e-Attestations tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat en cours.

- Annuellement :

- Attestation annuelle de régularité fiscale,
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle.

<https://www.e-attestations.com>

A l'issue de l'étude des offres et conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans un délai de 5 jours francs à compter de la réception de la demande :

- Les documents et attestations issus des registres pertinents (notamment : extrait K ou extrait K bis, ou extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat) permettant de justifier ne pas être dans un des cas d'exclusion mentionnés à l'article L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ; s'il fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet prouvant qu'il est autorisé à poursuivre son activité au-delà de la durée du marché.

- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- Les attestations d'assurance nécessaires (cf. CCAP) en cours de validité.
- Un RIB original (celui déclaré dans l'Acte d'Engagement) comportant le numéro IBAN.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le mandataire produise ces pièces.

A défaut de production dans le délai imparti, le marché sera attribué à au candidat suivant dans le classement des offres, dans les mêmes conditions.

Article 9.02 **Signature du marché**

Une fois les pièces remises, l'acte d'engagement est signé par la personne dûment habilitée, s'il ne l'était pas initialement.

Dans le cadre de la dématérialisation des marchés publics et dans un souci d'efficacité et de simplification, l'Université de Nantes invite les attributaires à signer électroniquement leur acte d'engagement.

Si vous ne disposez pas encore d'un certificat de signature électronique valable, l'Université recommande fortement d'en faire l'acquisition. Ce certificat doit être conforme à la réglementation en vigueur (Voir Article 7.01 du présent règlement de consultation), et détenu par la personne habilitée à engager la société.

Vous avez néanmoins la possibilité d'adresser vos documents revêtus d'une signature manuscrite originale, par courrier, à l'adresse suivante :

Université de Nantes
Direction des Achats
1 Quai de Tourville
BP 13522
44035 NANTES Cedex 1

En cas de groupement, l'acte d'engagement sera signé par chaque membre du groupement ou par le mandataire dûment habilité par un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

Article X. Recours et litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

- Organe chargé des procédures de médiation

Pour saisir le Médiateur des entreprises : www.mediateur-des-entreprises.fr

Pour saisir le Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics :

DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) DES PAYS DE LA LOIRE :

22 mail Pablo Picasso - BP 24209 - 44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 83 - Fax : 02 53 46 79 79

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

➤ Introduction du recours (notamment)

- Référé précontractuel : L551-1 et suivants du code de justice administrative.
- Référé contractuel : L551-13 et suivants du code de justice administrative.

➤ Instance chargée des procédures de recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif de Nantes, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nantes :

6 allée de l'Île Gloriette -BP 24111 - 44041 Nantes Cedex

Téléphone : 02 40 99 46 00 - Télécopie : 02 40 99 46 58

Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr